



PGC de l'opération

Aménagement paysager RN580 Laudun l'Ardoise

Coordination SPS :

PRESENTS, Agence Montpellier
1025, avenue Henri Becquerel
Bât.15, Parc Club du Millénaire
34000 MONTPELLIER
Tél : 04 67 40 33 65
Nom CSPA : Cyril TOMA

Maître d'ouvrage principal :

DREAL OCCITANIE
520, allée Henri II de Montmorency
34064 MONTPELLIER CEDEX 02

DREAL OCCITANIE
520, allée Henri II de Montmorency
34064 MONTPELLIER CEDEX 02

Maître d'oeuvre principal :

SIR MONTPELLIER
520, allée Henri II de Montmorency
34064 MONTPELLIER Cedex 2

Indice et date	Rédacteur	Nature des modifications
v2 - 10/06/2025	Cyril TOMA	Suite remarque MOA
v1 - 16/04/2024	Cyril TOMA	Création du Document

SOMMAIRE

0 - Préambule	1
1 - Renseignements d'ordre administratif	2
1.1 - Renseignements relatifs à l'opération	2
1.2 - Intervenants	2
1.3 - Mission du Coordonnateur SPS	4
2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur	6
3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS	7
3.1 - Circulation	7
3.2 - Manutention	12
3.3 - Stockage	14
3.4 - Gestion des déchets et décombres	15
3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux	16
3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale	17
3.7 - Interactions sur le site	22
4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation	29
4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention	29
4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes	29
4.3 - Réseaux enterrés et aériens	29
4.4 - Risques liés à la circulation extérieure	30
4.5 - Analyse des risques liés à l'environnement	31
5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre	34
5.1 - Installations de chantier	34
5.2 - Nettoyage du chantier	35
5.3 - Clôture du chantier	35
5.4 - Réseaux mis à disposition	36
6 - Secours et évacuation des travailleurs	38
6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours	38
6.2 - Plan de secours	38
6.3 - Organisation des premiers secours	38
7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants	39
7.1 - Mise en commun des moyens	39
7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants	39
7.3 - Emploi de personnels intérimaires	39
7.4 - Prestataires de service	39
8 - Annexes	41
8.1 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours	42

0 - Préambule

Une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, concernant la conception et la réalisation des travaux, a été organisée par le Maître d'Ouvrage.

Le PGC, ainsi que ses additifs, sont insérés dans tous les marchés de travaux, objets de la présente opération. Ils apportent des renseignements qui permettront aux entreprises d'élaborer leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention et se conformera aux obligations qui lui incombent, en respect du Code du Travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS, dans le présent PGC,
- par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre dans les pièces constitutives du marché qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment le CCAP et le CCTP.

Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

Il est rappelé, par ailleurs, que l'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Documents de référence:

- Article 29.2 du règlement sanitaire départemental,
- Article 90 du règlement sanitaire départemental,
- Article L35.8 du code de la santé publique,
- Loi sur l'eau.

Ce PGC a été établi par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments qui lui ont été transmis par le Maître d'Ouvrage. Le tableau ci-dessous récapitule ces éléments, ayant servi d'hypothèses au Coordonnateur SPS.

1 - Renseignements d'ordre administratif

1.1 - Renseignements relatifs à l'opération

1.1.1 - Situation

- Nom de l'opération :
Aménagement paysager RN580 Laudun l'Ardoise
- Catégorie :
Opération de catégorie 3

- Adresse du chantier :
RN580
30290 Laudun l'Ardoise

1.1.2 - Travaux

Description des travaux :
Aménagement paysager

Nature des travaux :
approvisionnement , mise en place, entretiens de plantations suite au projet de la RN580

1.2 - Intervenants

1.2.1 - Parties contractantes

Maître d'ouvrage principal :
DREAL OCCITANIE
520, allée Henri II de Montmorency
34064 MONTPELLIER CEDEX 02

Maître d'oeuvre principal :
SIR MONTPELLIER
520, allée Henri II de Montmorency
34064 MONTPELLIER Cedex 2

Maître d'oeuvre :
DIRMED
STEP
16 rue Antoine Zattara
13003 MARSEILLE
Tél : 04 86 94 68 36
Fax : 04 91 28 42 21

Coordination SPS :

PRESENTS, Agence Montpellier
1025, avenue Henri Becquerel
Bât.15, Parc Club du Millénaire
34000 MONTPELLIER
Tél : 04 67 40 33 65
Nom CSPS : Cyril TOMA
Email : c.toma@presents.fr

1.2.2 - Organismes de prévention

CARSAT
13 r Maurice Monti Parc Haute Magaille bât 1
30000 NIMES
Tél : 04 67 12 95 30

O.P.P.B.T.P. LANGUEDOC ROUSSILLON
120 Avenue Nina SIMONE
34000 MONTPELLIER
Tél : 04 67 63 47 50

DREETS
ZAC Esplanade Sud CS 33007
174, rue Antoine-Blondin
30908 NÎMES CEDEX 2
Tél : 04 66 38 55 55
Fax : 04 66 38 55 39

1.2.3 - Exploitant(s)

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU GARD
DGAML
Unité Territoriale de Bagnols sur Céze
590 av. Alphonse Daudet
30200 BAGNOLS-SUR-CEZE
Tél : 04 66 39 66 33

DIRMED
STEP
16 rue Antoine Zattara
13003 MARSEILLE
Tél : 04 86 94 68 36
Fax : 04 91 28 42 21

MAIRIELAUDUN L'ARDOISE
SERVICE TECHNIQUE
144 PLACE DU 6 JUIN 1944
30290 LAUDUN L'ARDOISE
Tél : 0466505550

Sans objet.

1.2.4 - Organismes de secours

Pompiers : Tél. 18 ou 112 avec un portable

SAMU : Tél. 15

Police ou gendarmerie : Tél. 17

1.2.5 - Autres intervenants

Sans objet.

1.3 - Mission du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS n'a pas de pouvoir de commandement direct à l'encontre des entreprises. Il fera donc ses observations aux entreprises concernées par le biais du Registre Journal, et les entreprises apposeront leur signature sur les éléments présentés.

A cet effet, lors de l'inspection commune, les entreprises indiqueront au Coordonnateur SPS le nom de la personne habilitée à contresigner les observations faites par le Coordonnateur SPS.

1.3.1 - Plan Général de Coordination (PGC)

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier sont soumises à l'application de ce PGC. En fonction de l'évolution des travaux, le PGC sera mis à jour.

Le PGC étant joint à l'appel d'offres, toute entreprise qui désignerait un sous-traitant ou autre partenaire pendant l'exécution des travaux a l'obligation de lui transmettre un exemplaire en vigueur du PGC.

1.3.2 - Inspection commune

Toute entreprise destinée à intervenir sur le chantier devra participer à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux.

Pour cela, chaque entreprise prendra contact avec le Coordonnateur SPS suffisamment tôt pour convenir d'une date d'inspection commune. A défaut d'inspection commune, l'entreprise pourra se voir refuser l'accès au chantier et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas d'éviction.

Les prestataires et locatiers divers ne sont pas tenus de faire une inspection commune avec le

Coordonnateur SPS. Par contre, ils recevront impérativement les consignes de sécurité par l'entreprise qui les aura mandatés. La transmission de ces consignes sera alors formalisée par l'entreprise dans son PPSPS.

Sauf dans le cas d'exception laissé à l'appréciation du Coordonnateur SPS, l'entreprise devra s'organiser pour garder un délai de 10 jours ouvrables avant le début des travaux pour faire l'inspection commune.

Si ce délai n'est pas respecté, le Coordonnateur SPS pourra refuser le rendez-vous proposé par l'entreprise, en fixer un autre à une date différente et demander au Maître d'Ouvrage de refuser l'accès au chantier à l'entreprise concernée.

1.3.3 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Tout entrepreneur, ainsi que ses sous-traitants, sont tenus de remettre au Coordonnateur SPS, 5 jours ouvrables avant toute intervention, un PPSPS relatif aux travaux qui leurs sont confiés. Ce PPSPS est fourni en format informatique et en format papier à la demande du CSPS.

Le PPS sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent PGC, des mesures définies lors de l'inspection commune et des prescriptions fixées par le marché.

L'attention de chaque entreprise est attirée sur l'importance de ce PPSPS. Son contenu est défini par le Code du Travail et les différents thèmes devront donc être développés en étant adaptés à cette opération.

Ainsi, les mesures prises pour pallier aux risques propres de l'entreprise et aux risques venant des autres intervenants (risques importés) devront être précisément définies.

Chaque PPSPS devra bien décrire les risques exportés (adaptés à cette opération) envers les autres entreprises, susceptibles d'impacter les interventions des travailleurs concernés.

Si le mode opératoire retenu par l'entreprise entraîne des modifications du contenu du PGC, l'entreprise concernée devra en faire mention dans son PPSPS et informer le Coordonnateur SPS pour qu'il puisse en tenir compte et procéder à la mise à jour nécessaire.

2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur

Il n'y a pas eu de concertation spécifique avec le maître d'oeuvre. Les mesures proposées par le Coordonnateur SPS figurent dans la suite du PGC.

3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS

3.1 - Circulation

3.1.1 - Circulations horizontales

3.1.1.1 - Circulation de chantier

Pendant la période de préparation, l'entreprise désignée établira un projet de plan général de circulation sur le chantier en privilégiant la spécialisation des voies.

L'entreprise responsable est l'entreprise titulaire du marché.

Toutes les entreprises intervenant par la suite sur le chantier se soumettront à ce plan de circulation. Si pour une quelconque raison, une entreprise considère ne pas pouvoir respecter ce plan de circulation (encombrement engin, etc.), elle devra en informer le Coordonnateur SPS afin que la solution appropriée puisse être mise en oeuvre.

Les objectifs recherchés par ce plan de circulation sont les suivants :

- Organiser la circulation sur le site de façon pertinente ;
- Gérer les croisements de flux (entrées et sorties) ;
- Limiter les marches arrière ;
- Eviter les interférences avec le trafic usagers ;
- Limiter les points d'interférences avec les riverains.

Les points devant notamment figurer sur le plan de circulation sont :

- les cheminements,
- les accès riverains,
- les points singuliers (obstacles, emprise des travaux, limitations de gabarit, etc.),
- les zones à risques,
- les modalités et zones de stockage,
- le fléchage,
- les aires de retournement,
- la position des balisages,
- les accès de service,
- les sens de circulations,
- les zones laissées à la disposition des entreprises (stationnement, stockage divers, etc.).

La présence de piétons dans les zones de circulations réservées aux engins ou véhicules est interdite.

La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier.

Les règles de circulation sur le chantier sont les suivantes :

Circulation à 50 km/h maximum, ramenée à 30 km/h maxi au droit des postes de travail et dans les zones où se trouvent des piétons, la vitesse des véhicules doit, en permanence, être adaptée aux conditions de circulation.

Circulation à droite, sauf indication contraire motivée par des impératifs d'organisation interne du chantier.

Circulation de tous les véhicules feux de croisement allumés.

Les véhicules de chantier, en particulier les poids lourds, devront disposer d'une voie de circulation d'une largeur de 3 mètres minimum. Dans les zones où la largeur de la voie de chantier sera inférieure à 3 mètres, l'entreprise responsable devra prévoir un balisage longitudinal des rives de la zone circulaire.

Les voies et rives concernées sont : RN580

Tous les obstacles tels que lignes électriques aériennes, passages inférieurs d'ouvrages d'art, équipements, fouilles, dénivelés, etc. devront être signalés et des protections adaptées (telles que merlon, gabarit, glissières béton, etc.) seront mises en place.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien est l'entreprise titulaire du marché.

Les obstacles identifiés sont : à définir

Les mesures spécifiques à prendre en compte sont :

Définition des pistes :

Les pistes de chantier devront être adaptées aux nécessités techniques des engins ou véhicules. Elles devront présenter les caractéristiques minimales suivantes :

Largeur au moins égale à :

- Huit mètres dans le cas de circulation bidirectionnelle,
- Six mètres dans le cas de circulation alternée.
- Quatre mètres dans le cas de circulation unidirectionnelle.
- Pente longitudinale inférieure ou égale à 10 %.

Dans le cas de circulation alternée, des refuges de croisement (sur largeur 2m minimum) devront être aménagés. L'espacement entre ceux-ci devra être tel que l'on pourra, depuis un

refuge, distinguer facilement le prochain, et cela de jour comme de nuit. Cette distance entre refuges ne pourra pas être supérieure à 100m.

En crête de talus, de remblai, de paroi, ainsi que sur les bords d'un plan d'eau, il sera mis en place en bordure de piste, un dispositif de protection difficilement franchissable par un engin ou un véhicule circulant à vitesse normale (merlon continu de terre ou glissière de sécurité ou pose continue de gabions, etc.). Pour le cas de merlon de terre, ce dispositif aura une hauteur au moins égale au rayon des plus grandes roues des engins ou véhicules appelés à circuler.

Ce dispositif de protection sera surmonté d'un balisage rétro-réfléchissant (piquets K5b, etc.).

Protection des points singuliers :

La protection des points singuliers pouvant présenter des risques pour la sécurité des personnes, la bonne conservation des ouvrages ou la circulation des engins et véhicules devra être assurée.

Sont visés tout particulièrement ici, les piles et tablier d'ouvrage d'art, les fouilles, fossés, bassins, regards sur collecteurs, étalements, coffrages, postes transformation, etc. Le dispositif de protection sera équipé d'un balisage rétro-réfléchissant.

Assainissement :

Toutes les pistes seront dotées d'un réseau d'assainissement pour l'évacuation des eaux de pluie, de ruissellement, etc. de manière à garantir une circulation hors d'eau sur les pistes.

Entretien des pistes :

L'entretien des pistes et des dispositifs de protection sera assuré (stabilité, nivellement, praticabilité), comme l'entretien ou le renforcement des ouvrages existants (buses, ouvrages hydrauliques, etc.) pendant toute la durée des travaux.

Circulations en phase chaussée :

Lorsque la piste pourra être aménagée sur la plate-forme de la chaussée, elle sera à circulation bidirectionnelle sur une demi-plate-forme, de façon à permettre les basculements de circulation nécessaires.

Pistes bidirectionnelles :

La signalisation sera permanente en partie médiane, à l'aide de modules recto-verso.

Ces modules de signalisation seront disposés de façon qu'une personne empruntant le tracé puisse toujours en voir au moins un, sans toutefois excéder un espacement de 500 mètres.

Les panneaux de signalisation utilisés sur ces modules seront au minimum de la série normale ? 850 mm.

Pistes sous circulation alternée :

La signalisation particulière précisera :

- l'ordre de priorité,
- la vitesse limitée (30 Km/h max.),
- la position des refuges de croisement (avec interdiction de stationner).

Intersections :

Chaque intersection de pistes nécessitera la mise en place d'une signalisation de priorité.

Accès :

Des panneaux « STOP » seront posés sur le tracé à chaque intersection avec une voie publique. Un panneau Chantier interdit au public sera posé à chaque accès.

Des panneaux de chantier spécifiant l'interdiction de tourne à gauche, après accord des autorités compétentes, seront posés sur les voiries d'accès.

Ateliers fixes ou mobiles, en bordure de piste :

Les ateliers feront l'objet d'une pré-signalisation de type AK5 (+K4 chantier mobile - si nécessaire). L'atelier fixe sera balisé par des cônes de types k5a ou k5b ou, par un feu à éclat de couleur orange en particulier si l'atelier est mobile.

3.1.1.2 - Postes de travail en bordure de pistes circulées

Tous les postes de travail seront balisés. Ce balisage est à la charge de l'entreprise concernée. Un plan de principe de balisage sera joint au PPSPS de l'entreprise.

3.1.1.3 - Circulation piétonne

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra également le cheminement jusqu'au poste de travail. Ce cheminement sera éclairé pour les périodes de fin de journée, voire nocturnes si besoin.

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra les accès réservés au personnel de chantier.

Le nettoyage régulier de ce cheminement sera assuré et les obstacles éventuels seront évacués de façon à toujours laisser le passage libre.

Une signalisation matérialisant les zones prévues pour le passage sera mise en place et entretenue tout au long des travaux.

Les accès aux différentes zones de travail seront également réalisés et entretenues dans les mêmes conditions.

La circulation des piétons sur les voies servant aux véhicules et engins sera interdite.

L'amenée de tout le personnel au droit de son poste de travail se fera par l'utilisation des véhicules de l'entreprise.

Les cheminements pour le personnel à pieds sur le chantier seront transcrits sur le plan général de circulation par l'entreprise ayant établi ce plan.

Les mesures spécifiques à prendre en compte sont :

Lorsqu'il y a un risque de chutes d'objet sur les voiries en service et les accès piétons, un auvent sera aménagé de façon à retenir tous matériaux ou fluides susceptibles d'avoir un impact sur la circulation piétonne ou routière.

Ce passage devra être entretenu et nettoyé aussi souvent que nécessaire.

Il sera étanche et pourra supporter la chute d'un objet lourd.

Les mesures spécifiques à prendre en compte sont :

Lorsqu'il y a un risque de chutes d'objet sur les voiries en service et les accès piétons, un auvent sera aménagé de façon à retenir tous matériaux ou fluides susceptibles d'avoir un impact sur la circulation piétonne ou routière.

Ce passage devra être entretenu et nettoyé aussi souvent que nécessaire.

Il sera étanche et pourra supporter la chute d'un objet lourd.

Tout le personnel devra être équipé de vêtement de signalisation de classe 2 ou 3.

Les mesures spécifiques à prendre en compte sont :

Lorsqu'il y a un risque de chutes d'objet sur les voiries en service et les accès piétons, un auvent sera aménagé de façon à retenir tous matériaux ou fluides susceptibles d'avoir un impact sur la circulation piétonne ou routière.

Ce passage devra être entretenu et nettoyé aussi souvent que nécessaire.

Il sera étanche et pourra supporter la chute d'un objet lourd.

Tout le personnel devra être équipé de vêtement de signalisation de classe 2 ou 3.

Quand une voie piétonne coupe une voie circulée, la voie piétonne est matérialisée au sol. Les entrepreneurs seront tenus de transporter leurs personnels jusqu'à leur poste de travail.

Dans les zones où la circulation des piétons sera autorisée, l'entrepreneur sera tenu d'aménager, à cet effet, une banquette hors d'eau, d'une largeur minimale de 0,80 mètre, avec signalisation et balisage appropriés.

3.1.1.4 - Stationnement des véhicules

Les véhicules de chantier devront stationner sur les emplacements prévus à cet effet.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien de la signalisation matérialisant ces zones est l'entreprise titulaire du marché.

Toutes les entreprises organiseront le transport de leur personnel afin d'éviter les venues en véhicule particulier. Ces consignes seront également transmises aux sous-traitants et autres prestataires intervenant pour le compte de l'entreprise.

La situation des zones prévues pour le stationnement est à définir en phase préparation.

3.1.2 - Circulations verticales

3.1.2.1 - Accès entre différents niveaux

Sans objet.

3.1.2.2 - Mise en commun des échafaudages

Sans objet.

3.1.2.3 - Accès aux ouvrages

Sans objet.

3.1.2.4 - Accès en fond de fouille

Les accès piétons devront être réalisés de façon à permettre un accès sécurisé pour les travailleurs.

3.2 - Manutention

3.2.1 - Mise en commun des moyens

Il n'y a pas de mise en commun des moyens de manutention.

3.2.2 - Moyens de manutention verticale et règles d'utilisation

De manière à limiter les risques liés à l'utilisation de moyens de manutention, l'employeur responsable devra s'assurer de :

- Utiliser des moyens de manutentions adaptés aux charges transportées ;
- Suivre les indications du fournisseur de matériel ;
- Vérifier régulièrement (vérifications de mise en service, périodiques générales et de remise en service) l'état du matériel de manutention (appareils de levage et accessoires de levage), l'utilisateur d'un appareil de levage doit toujours s'assurer de la réalisation des vérifications réglementaires ;
- Former ses salariés à l'utilisation de ces matériels, les manutentions par engins spécialisés seront opérées par des conducteurs titulaires d'une autorisation de conduite selon le type d'engin.

Certains matériels pourront cependant être utilisés par plusieurs entreprises dans le cadre de la mise en commun de moyens.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise (grues, échafaudage, engins de terrassement, etc.), ce matériel doit être conforme à la réglementation et en bon état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'un protocole de prêt de matériel.

L'entreprise responsable des moyens de manutention assurera elle-même la manutention pour le compte de l'entreprise demandeuse, afin d'éviter une mauvaise utilisation du moyen.

3.2.3 - Implantation des zones de manutentions et de levage

Les manutentions manuelles et mécaniques, ainsi que le levage des charges doivent être organisées sur une zone plane et stabilisée.

Cette zone doit être délimitée, et son accès interdit pendant les phases de levage par l'entreprise mettant en place le moyen.

Tout survol de charges en dehors des emprises du chantier est strictement interdit.

3.2.4 - Utilisation de grues

Sans objet.

3.2.5 - Limitation des manutentions manuelles

La priorité est donnée à la manutention mécanique : chariots élévateurs, grues.

Lorsqu'une manutention manuelle de charges ne peut être évitée, des moyens adaptés doivent être mis à la disposition des travailleurs : palonniers, treuils, crics, vérins, crochets, tables élévatrices, etc. par l'entreprise concernée.

3.3 - Stockage

3.3.1 - Zone de stockage

Sur le chantier, les zones disponibles mises à disposition pour le stockage sont à définir en phase préparation par l'entreprise titulaire du marché.

Chaque entreprise aura à gérer, dans la mesure du possible, ses approvisionnements sur le site pour minimiser son stockage.

Si l'espace disponible ne suffit pas à une entreprise, elle en informera le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Les lieux de stockage devront être délimités et/ou fermés par une clôture rigide entretenue régulièrement.

La clôture sera assurée par l'entreprise titulaire du marché.

Aucun stockage ne sera organisé devant les accès et/ou les issues de secours.

Les entreprises prendront en compte dans leurs besoins ceux de leurs sous-traitants, fournisseurs, etc.

3.3.2 - Approvisionnement et enlèvement : dispositions à prendre par les entreprises faisant intervenir un livreur, fournisseur, etc.

L'entreprise faisant appel à un prestataire devra prévoir, pour les véhicules de livraison, un chemin d'accès et une aire de stationnement stabilisés, de largeur suffisante, sans déclivité importante, exempts d'obstacles, permettant la mise en oeuvre complète des stabilisateurs.

Les aires de stockage des matériaux de construction à livrer devront être délimitées au sol ou sur les seules parties résistantes de l'ouvrage.

Chaque entrepreneur devra désigner une personne compétente (réceptionnaire) chargée de l'accueil du livreur, de la délimitation de l'aire de livraison, de la surveillance de l'opération de livraison. Elle guidera les manoeuvres notamment en cas de manque de visibilité en tenant compte du dégagement des fourches de levage.

Les matériaux repris seront reconditionnés.

L'entreprise devra donner au fournisseur les exigences de sécurité applicables sur le chantier et

l'informer de la présence éventuelle de réseaux électriques aériens.

L'entreprise faisant appel à un prestataire devra accueillir son prestataire, lui donner les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer de la présence éventuelle de réseaux électriques aériens.











3.3.3 - Zone de stockage des matériaux dangereux


Certaines protections sont à observer :


- Séparer les produits acides et les produits basiques ;
- Ranger, de préférence, les liquides en dessous des solides ;
- Stocker seulement de faibles quantités de produits ;
- Aérer et éloigner suffisamment le lieu de rangement de toute source de chaleur.


Les stockages de produits dangereux devront être clairement signalés et devront se faire de manière à ne pas présenter de risques pour les utilisateurs comme pour l'environnement.

Les entreprises devront indiquer dans leur PPSPS les produits qu'elles utiliseront et pouvant présenter des risques particuliers. Elles joindront les fiches de sécurité santé de ces produits et préciseront les mesures particulières d'utilisation et les précautions à prévoir vis à vis des autres corps d'état et pour toute personne se trouvant à proximité des travaux.

					
	+	-	-	-	+
	-	+	-	-	-
	-	-	+	-	+
	-	-	-	+	○
	+	-	+	○	+

 Stockage ensemble possible

 Stockage ensemble impossible

 Stockage ensemble possible sous certaines conditions

3.4 - Gestion des déchets et décombres

3.4.1 - Interdictions générales

Il est interdit de brûler les déchets, sauf autorisation spécifique au titre des installations classées ou pour les bois infectés par des insectes xylophages.

Il est d'interdit d'enfouir les déchets sur le chantier ou de les déposer dans une décharge

sauvage.

3.4.2 - Obligation des entreprises

Les entreprises ont l'obligation:

- de respecter la traçabilité des déchets dangereux
 - Déchets dangereux: bordereau de suivi des déchets dangereux ou BSDD
 - Déchets d'amiante: bordereau de suivi des déchets amiante ou BSDA
 - Déchets d'emballage: trace écrite de leur élimination
- de trier les emballages
- de respecter les obligations de transports des déchets ou de les confier à un professionnel du déchet qui les valorisera dans les conditions légales. L'entreprise devra conserver la trace écrite de l'évacuation des déchets (bordereau de suivi, bon de dépôt...)

Les dispositions nécessaires pour respecter ces obligations seront prises par les entreprises, si elles ne sont pas indiquées dans le cahier des charges techniques.

De façon plus générale, l'entreprise veillera à l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets.

3.4.3 - Organisation du tri sur le chantier

Trier les déchets sur le chantier permet notamment de réduire les coûts d'élimination et facilite le recyclage. Trois niveaux doivent être retenus pour le tri des matériaux:

- les déchets inertes: déchets qui pendant le stockage ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante (ex: briques, pierre, céramique, tuiles, terre non polluée...)
- les déchets non dangereux non inertes (ex: bois, carton, plastiques, laines minérales, peintures...etc)
- les déchets dangereux (ex:aérosols, bois traités avec substance dangereuses, DEE, produits amiantés, peintures contenant des substances dangereuses...etc).

Le chantier doit s'organiser en fonction de ce tri. Ainsi plusieurs bennes seront installées. Prévues en fonction de la typologie des déchets, elles seront correctement signalées et équipées de pictogrammes afin d'orienter le tri. Elles seront placées au plus proche des sources de déchets et seront accessibles aux camions d'enlèvement.

Une information/sensibilisation sera donnée aux salariés lors de leur accueil sur le chantier et les entreprises s'assureront que le tri des déchets dans les bennes est respecté durant toutes les phases du chantier.

3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux

3.5.1 - Cas de l'amiante

Sans objet.

3.5.2 - Cas du plomb

Sans objet.

3.5.3 - Pollution des sols

Sans objet.

3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale

3.6.1 - Règles d'utilisation des protections collectives

3.6.1.1 - Mise en commun des protections collectives (échafaudages de pied, périmétriques, etc.)

Toutes les protections collectives doivent être conçues, mises en oeuvre et entretenues pour respecter les dispositions suivantes :

- Les protections collectives sont toujours mises en oeuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :
 - après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux ;
 - après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet ;
 - après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Les protections collectives sont gérées par l'entreprise titulaire du marché.

Toute entreprise, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par une autre entreprise, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Elle en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux et en informe le Coordonnateur SPS.

3.6.1.2 - Mesures spécifiques

Il incombe aux entreprises de détailler les mesures suivantes à travers leurs PPSPS pour les tâches spécifiques à leurs activités :

- => Prévention des risques liés aux chutes de plain-pied :
- Port de chaussures antidérapantes.
 - Empierrement, lorsque c'est possible, des zones à terrain difficile.

- Rangement des zones de travail et de circulation et accès aménagés en fonction des travaux.
- Entretien des sols, nettoyage immédiat en cas de renversement de produits.
- Eclairage de sécurité pour les sous-sols, les accès sombres.

=> Prévention des risques liés aux chutes de hauteur :

- La protection collective est toujours prioritaire devant la protection individuelle.
 - La protection collective posée sur les cheminements et accès ne pourra être retirée avant la fin du chantier.
 - Un contrôle et un entretien régulier de ces dispositions par du personnel compétent et connu du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS sont nécessaires pour le bon déroulement du chantier.
 - Pour les circulations en hauteur, un plan de circulation est établi et mis à disposition du Coordonnateur SPS.
 - Installer des dispositifs de protection empêchant la chute : garde-corps, port de harnais de sécurité.
 - Utiliser des plateformes de travail adaptés.
 - Mettre des mains courantes sur les escaliers.
 - Les passerelles seront munies d'un panneau indiquant la charge admissible par mètre carré.
 - Pour les ouvrages de grande hauteur, il sera judicieux de mettre en place des garde-corps d'une hauteur d'au moins deux mètres revêtus d'un filet brise-vent (coffrage de piles, équipages).
 - Les garde-corps provisoires sur les tabliers seront étudiés de manière à permettre la pose des protections collectives définitives sans déposer les protections provisoires.
 - Les fouilles seront protégées contre l'éboulement et la chute de hauteur chaque fois que la profondeur ou la tenue des terres l'exigera (blindage ou talutage). Elles seront balisées ou protégées par des barrières d'une hauteur de 2 mètres rigides et jointives selon leur implantation par rapport aux circulations dans l'enceinte de chantier.
- Les fouilles seront remblayées dès que possible.

=> Prévention des risques liés aux chutes d'objet :

- Mise en place de console, plancher, plinthes empêchant toutes chutes d'objet. Un nettoyage régulier de ces surfaces est alors nécessaire.
- Les zones où le risque de chutes d'objet existe, seront neutralisées au passage des piétons par la mise en place d'un balisage.
- Il est interdit de circuler sous les charges.
- Le port du casque dans ces zones est obligatoire.
- La mise en place de plinthes ou de couloir d'évacuation peut s'avérer utile suivant le cas.
- Limiter la hauteur des stockages.
- Lors du franchissement de voies circulées (routes, voies ferrées, etc.), des dispositions particulières seront mises en place (coupure de circulation, filet de protection, tunnel provisoire, etc.).
- Les avaloirs sur les tabliers seront fermés à la verticale des voies circulées.
- Des zones de sécurité seront matérialisées au sol à l'aplomb des zones de travail en hauteur par l'entreprise réalisant ces travaux.

- L'entreprise de génie civil décrira son mode opératoire en précisant comment est assurée la stabilité de la voûte à l'avancement des travaux (en particulier au front de taille).
- Les engins circulant en tunnel seront équipés de cabines renforcées pour résister aux blocs pouvant tomber de la voûte.

=> Prévention des risques liés au bruit :

- Utilisation d'engins moins bruyants.
- Port de protections auditives (combiner bouchons et casque).
- Interdiction d'accès aux zones trop bruyantes (affichage).
- Limiter l'intensité du bruit, le nombre de salariés exposés.
- Installer des protections: capoter les machines bruyantes, etc.

=> Prévention des risques poussière :

- Système d'arrosage à prévoir

=> Prévention des risques liés aux vibrations :

Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses, etc.) l'entrepreneur devra :

- Assurer une formation et une surveillance médicale spécifique du personnel exposé.
- Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations par la modification des modes opératoires, l'aménagement du temps de travail, l'utilisation d'un matériel approprié et l'équipement des engins de sièges à suspension.

=> Signalisation des ateliers :

L'entreprise chargée des travaux devra assurer l'étude, la mise en oeuvre, l'entretien et le nettoyage de cette signalisation. A cet effet, il devra désigner une personne qualifiée, nommée chargé de signalisation.

=> Franchissement d'un ouvrage :

La circulation de transit des engins ou véhicules sera interdite, sur le tablier de tout ouvrage d'art, tant que les barrières de sécurité définitives ne seront pas en place de chaque côté de la piste ou de la chaussée.

La circulation de transit des engins ou véhicules sera interdite sous un ouvrage en construction, tant qu'une passe- charretière n'aura pas été aménagée et les gabarits de pré-signalisation mis en place. Le Maître d'œuvre (ou le Coordonnateur Sécurité) pourra être amené à décider d'un autre mode de protection et/ou signalisation. L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux décisions prises.

La circulation de transit des engins ou véhicules sera interdite sous un ouvrage ouvert à la circulation publique, tant qu'une passe- charretière n'aura pas été aménagée selon les dispositions particulières arrêtées après accord des organismes concernés et du Maître d'oeuvre.

=> Protection contre les excès de vitesse :

Afin de garantir un meilleur respect de la vitesse des engins, camions et véhicules légers, l'installation de ralentisseurs pourra être décidée par le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur Sécurité, tout particulièrement pour les zones de travaux. L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux décisions prises.

=> Protection au droit des lignes aériennes :

Toutes les lignes aériennes, EDF ou non, d'une hauteur inférieure à 15 mètres par rapport au terrain le plus élevé suivant les phases de production, seront pré-signalées par des gabarits de hauteur. Le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur Sécurité pourra être amené à décider d'un autre mode de protection et/ou signalisation. L'entrepreneur sera tenu de se conformer aux décisions prises.

3.6.2 - Règles d'utilisation des accès provisoires

Les moyens d'accès au poste de travail sont choisis en fonction de la fréquence de circulation, de la hauteur, de la durée d'utilisation et de leur ergonomie. Ils doivent en outre permettre une intervention rapide des secours et l'évacuation en cas de danger imminent.

L'entreprise ayant en charge la réalisation des accès communs en assurera la maintenance pendant les travaux.

L'entreprise en charge de l'installation et de l'entretien des accès communs est l'entreprise titulaire du marché.

Les modalités d'accès sur le chantier sont les suivantes :

Les entreprises titulaires d'un marché devront mettre en place un accueil de tous les salariés, y compris celui des sous-traitants et des intérimaires. Le chargé d'accueil de l'entreprise commentera le PPSPS à chaque nouvel arrivant sur le chantier.

L'entrepreneur titulaire du marché communiquera régulièrement la liste des personnes mise à jour au coordonnateur SPS.

Ne peuvent pénétrer sur le chantier que les personnes habilitées par l'entreprise titulaire du marché.

3.6.3 - Règles d'utilisation de l'installation électrique générale

L'installation électrique provisoire du chantier comprendra de façon distincte :

- les installations électriques pour les besoins des cantonnements, s'ils existent,
- les armoires, coffrets électriques et réseaux électriques de distribution du chantier,
- l'éclairage du chantier permettant la circulation sur tout le chantier et ses abords,
- l'alimentation des grues, centrales à béton, etc.

L'installation électrique provisoire du chantier sera réalisée par du personnel habilité. Celle-ci sera vérifiée par un organisme agréé.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien est l'entreprise titulaire du marché.

3.6.3.1 - Armoires principales et secondaires de chantier normalisées

Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront maintenus fermés en permanence. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité. Chaque armoire et coffret de distribution basse tension devra comporter un numéro d'identification.

Chaque armoire devra être équipée d'un dispositif « coup de poing » de coupure d'urgence en cas de problème, et d'une protection différentielle de 30 mA.

3.6.3.2 - Implantation de l'installation électrique

Concernant la conception et l'implantation de l'installation électrique, il convient de respecter les règles suivantes :

- Eloigner l'installation électrique principale des zones à risques, c'est-à-dire des zones de stockage de matériel ou des zones de production où de nombreux objets et outils conducteurs sont manipulés à proximité de l'installation.
- Baliser et protéger l'installation électrique : bloquer l'accès aux panneaux et armoires électriques par une porte ou un grillage fermés à clé, utiliser les panneaux de signalisation standardisés pour signaler le risque électrique.
- Utiliser des installations électriques protégées par une carcasse de sécurité qui ne s'ouvre qu'une fois le courant hors-tension.

3.6.3.3 - Niveau d'éclairage

Lorsque le niveau de l'éclairage naturel est inférieur aux valeurs minimales d'éclairage réglementaires, il est nécessaire d'installer un éclairage artificiel adapté aux travaux à effectuer, ainsi qu'aux déplacements du personnel, sans créer de nouveaux risques.

Locaux affectés au travail et dépendances	Valeurs minimales d'éclairage
Escaliers et entrepôts	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux

Espaces	Valeurs minimales d'éclairage
Eclairage général de la zone de travaux	30 lux
Postes de travail permanents et fixes	200 lux
Postes de travail permanents et itinérants	40 lux
Zones et voies de circulation des piétons (y compris escaliers)	30 lux
Postes de travail avec usage de machine dangereuse (scie, tronçonneuse, meule, etc.)	300 lux
Zones et aires de chargement ou de déchargement de matériaux (déblais, dépôts, etc.).	40 lux

Espaces	Valeurs minimales d'éclairage
Zones et voies de circulation extérieures	10 lux
Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux

3.7 - Interactions sur le site

3.7.1 - Contenu des PPSPS

Le Coordonnateur SPS analysera les PPSPS remis par les entreprises, en examinant particulièrement les risques exportés afin de mettre en place les mesures de coordination correspondantes.

Chaque entreprise qui modifie la nature de son PPS (mode opératoire, phasage des travaux, matériels, etc.) devra en informer le CSPS, par l'envoi d'un PPSPS modifié ou lors des réunions de coordination évoquées ci-dessous.

3.7.2 - Analyse des risques liés à la coactivité

Les pages suivantes, relatives à l'analyse des risques de coactivités, ont été établies par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments portés à sa connaissance par le Maître d'Ouvrage lors de la phase étude.

Le PGC étant un document évolutif, le contenu de cette analyse pourra être modifié en phase travaux, en fonction du déroulement des travaux et des PPSPS des entreprises.

Les entreprises seront tenues de coopérer avec le Coordonnateur SPS en lui transmettant les éléments nouveaux relatifs aux coactivités, et en appliquant sans délai, les conclusions découlant de la mise à jour de cette analyse.

Les mesures particulières à prendre en compte sont :

Camions et engins :

- Ils seront équipés d'extincteurs.
- Les camions et engins devront être en parfait état de fonctionnement et conformes à la réglementation en vigueur. Tous les camions intervenant sur le chantier devront pouvoir fournir un certificat de contrôle du service des mines.
- Tous les conducteurs d'engins devront posséder une autorisation de conduite conformément à la réglementation en vigueur.

Tous les camions et engins devront être équipés d'un dispositif de recul sonore (klaxon de recul) et lumineux (feux de recul) permanent ou pouvant être équipés de caméras.

- Ils devront être équipés d'une protection contre les chutes de pierres ou d'objets si nécessaire.
- Tous les véhicules seront équipés d'un gyrophare à éclat de couleur orange.
- Tous les camions et engins en déplacement lent devront être équipés également d'un panneau type AK5 lumineux « tri-flash ».

Assainissement :

Tous les regards recevront un tampon fixe provisoire ou une rehausse rendant impossible une chute à l'intérieur.

Divers :

- Protection des personnels contre les projections de matériaux travaillant en tranchée (filet, merlon, etc.).
- Arrosage du chantier si nécessaire (poussières).
- Camions équipés de tachygraphes et d'un dispositif sonore ou lumineux de benne levée.
- Surcharge des camions interdite sur le chantier.
- Avertisseur sonore de recul sur les engins de terrassement.
- Toutes les fouilles ou autres obstacles situés sur le chantier doivent être balisés.
- Gabarit de pré signalisation de toutes les lignes électriques, à laisser en place jusqu'à la fin des travaux de l'opération, suivant les directives du maître d'oeuvre ou du coordonnateur à charge de l'entreprise titulaire du marché CHAUSSEES.
- Signalisation des réseaux enterrés ou aériens à l'aide de panneaux de 100 cm x 50 cm à charge de l'entreprise titulaire du marché CHAUSSEES.
- Toute fouille à talus vertical de plus de 1,30 m de profondeur doit obligatoirement être blindée.
- Pose d'une barrière de protection autour des fouilles pour ouvrage d'art, d'une profondeur supérieure à 2 mètres.
- Sur tous les coffrages de tablier, prévoir un passage de service sur tout le périmètre.

Ateliers de mise en oeuvre des chaussées :

- Les compacteurs à pneus seront équipés de paniers de ramassage.
- Le stationnement des V.L. lors de la mise en oeuvre des produits de chaussées se fera dans le balisage de l'atelier
- Pas de piétons dans la zone dévolution des compacteurs.
- Lors du basculement de la circulation d'une voie à l'autre, le titulaire du marché CHAUSSEES

devra prévoir un aménagement d'une largeur d'au moins 10 m pour le passage des camions et véhicules.

- La signalisation propre à ce basculement sera fournie, mise en place et maintenue par le titulaire du marché CHAUSSEES.

Centrale de fabrication des matériaux bitumineux :

- Avant mise en service de la ou des centrales, une information du personnel sur les consignes particulières propres au site et au matériel sera faite par l'entrepreneur, notamment une formation à la sécurité du futur personnel d'exploitation.
- Un plan d'installation sera remis pour approbation au Maître d'oeuvre et au Coordonnateur SPS.
- Chaque installation sera clôturée, possèdera un portail qui ferme à clefs, et devra être équipée d'un téléphone de secours de d'extincteurs, ceci dès le montage.
- Les zones de stockage des agrégats sont interdites aux piétons, leurs implantations seront telles qu'il ne puisse y avoir d'interférences entre les engins de chargement des trémies et les camions d'approvisionnement.

Transports :

- Il est strictement interdit de circuler benne levée sur le chantier. Un dispositif d'indication de benne levée devra être soumis à l'acceptation du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS et installé sur chaque camion transportant des matériaux de chaussées et la terre végétale.
- Toutes les bennes des camions doivent être équipées de portes arrière. Il est strictement interdit de circuler portes ouvertes.
- Le bâchage des camions se fera automatiquement à partir d'un dispositif type passerelle ou portique. A défaut, l'entrepreneur mettra un quai de bâchage à la disposition des chauffeurs.

Mise en oeuvre des enrobés et risque de brouillard artificiel :

- L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les risques sur la circulation des usagers provoqués par la formation de brouillard artificiel pendant les chantiers d'enrobés à chaud.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les risques dus au dégagement de vapeur d'eau par temps de pluie sur les enrobés à chaud. Il devra prendre les dispositions suivantes :

- Se tenir informé chaque jour des prévisions météorologiques, afin de ne pas programmer des travaux d'enrobés en cas de prévision de pluie.
- Arrêter l'application en cas de dégagement de brouillard artificiel.
- Avertir immédiatement les usagers en cas de dégagement de brouillard artificiel par la mise en place en amont de la circulation publique à 150 mètres de la zone de dégagement de brouillard, de deux agents équipés de gilets rétroréfléchissants de classe 2 et munis de drapeaux K1 rouges fluorescent.
- Avertir immédiatement de service d'exploitation par les moyens d'alerte du chantier ou tout autre moyen disponible.
- Organiser la surveillance et prendre toutes dispositions nécessaires tant que le risque existe, y compris après la fin de l'application, en particulier maintenir les agents d'alerte jusqu'au moment où l'enrobé ne produit plus de vapeur d'eau.

Réalisation d'écrans acoustiques :

- Les manutentions des écrans seront étudiées de telle sorte que la reprise des profilés et des écrans puisse se faire en sécurité.
- L'entrepreneur tiendra notamment compte des travaux susceptibles d'engendrer des risques de chute de hauteur comme le désélingage des panneaux.
- Le choix du désélingage automatique est recommandé.
- Aucun stockage ne pourra être laissé en dehors des heures habituelles de travail sur la voie publique ou circulée.
- Les stockages des différents éléments seront convenablement balisés.
- L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la nécessité de choisir un moyen de levage adapté aux charges et à la configuration du chantier.
- Dans la mesure du possible l'entrepreneur travaillera derrière les dispositifs de sécurité existants et utilisera le réseau secondaire pour accéder au chantier.
- En cas de nécessité, un balisage sera posé sur la voie publique ou circulée pour protéger les ateliers lors des levages. L'entrepreneur tiendra compte lors des opérations de levage du balan des charges et les guidera à l'aide de cordes pour éviter qu'elles ne percutent un véhicule.

Chaux, liants :

- Le poste de conduite de chaque engin affecté au traitement des sols devra être équipé d'une cabine mise en surpression interne et climatisée. (Le dispositif de mise en surpression étant équipé d'une préfiltration adéquate de l'air prélevé à l'extérieur et introduit en cabine).
- Chaque engin d'épandage devra être équipé de jupes souples permettant de canaliser le produit pulvérulent jusqu'au sol, sans provoquer d'émission de poussières préjudiciables.
- L'épandage sera interdit par vent égal ou supérieur à 20 Km/h. L'entrepreneur devra disposer d'un anémomètre, sur le site des travaux.
- Chaque cabine d'engin devra comporter une réserve d'eau, afin de pouvoir rincer abondamment les yeux en cas de contact avec le produit pulvérulent mis en oeuvre.
- Cette réserve d'eau sera constituée par un jerrican de 20 litres minimum ou par une douche de secours portative.
- Dans la zone à traiter, l'intervention du personnel à pied sera réglementée et réduite au strict nécessaire. Le personnel autorisé devra disposer d'un équipement de protection individuelle spécifique et approprié.

L'analyse des risques de coactivités figure ci-après.

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
Chute de plain-pied (sol encombré, glissant ou déformé).	Maintenir propres, dégagés et sécurisés les cheminements et accès pour le personnel à pied. Délimiter les zones de stockages qui ne devront pas obstruer les zones de circulation.	L'entreprise titulaire	Autres entreprises
Chute d'objets (stockage ou chargement mal arrimé, rupture d'élingue...).	Vérifier tous les engins et accessoires de levage selon la réglementation. Limiter la hauteur des stockages. Neutraliser les zones de manutention.	L'entreprise titulaire	Autres entreprises
Chute/heurt par un élément manutentionné (rupture d'élingue, décrochement...).	Balisage des zones d'intervention. Guider les manoeuvres. Pas de personnel à pied sous les charges.	L'entreprise titulaire	Autres entreprises
Ensevelissement (éboulement, effondrement, explosion, stockage mal positionné...).	Faire vérifier la stabilité du sol par un géotechnicien. Interdire le stockage en tête de talus. Mettre en place un blindage ou talutage suffisant pour éviter l'éboulement du talus terrassé.	L'entreprise titulaire	Autres entreprises
Heurt par un engin en manoeuvre ou par un élément manutentionné.	Equiper les engins d'avertisseur sonore de recul. Aider les chauffeurs avec une personne au sol pour toutes les manoeuvres. Port du gilet rétro-réfléchissant obligatoire. Neutraliser les zones de manutention.	L'entreprise titulaire	Autres entreprises
Rupture d'une canalisation	Respecter le décret du 5 octobre 2011 concernant le DT et DICT. Respecter les prescriptions données par les concessionnaires.	L'entreprise titulaire	Autres entreprises

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
(creusement de tranchée, terrassement, fonçage, battage....).	Détecter, sonder et repérer tous les réseaux enterrés.		
Electrocution, électrification (contact direct ou indirect avec des pièces sous tension...).	Respecter le décret du 5 octobre 2011 concernant le DT et DICT. Respecter les prescriptions données par les concessionnaires. Sondage à réaliser pour les réseaux enterrés. Repérage et signalement de tout les réseaux se trouvant sur site (enterrés et aériens)	L'entreprise titulaire	Autres entreprises
Emission de produits chimiques (solvants, acides, bases, liants hydrocarbonés, produits phytosanitaires...).	Port des EPI annexer au PPSPS les fiches de données sécurité. Utiliser des produits moins dangereux.	l'entreprise titulaire	autres entreprises
Émissions de poussières, projections (lors de décapage, soudage, meulage, perçage ...)	Port des EPI masque, lunettes, gants. Prévenir les travailleurs à proximité de la zone d'intervention.Arrosage lors des opérations de découpage.	l'entreprise titulaire	autres entreprises

3.7.3 - Risques particuliers

Travaux présentant des risques particuliers	Oui / Non	Document / Commentaires
---	-----------	-------------------------

4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation

4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention

Lorsque le chantier se déroule sur un site en exploitation, chaque entreprise prendra en compte les contraintes d'exploitation données par l'exploitant.

L'exploitant pour cette opération est le suivant :

CG30 et DIRMED

Les mesures spécifiques déterminées avec l'exploitant sont les suivantes :

Sans objet.

4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes

Le Code du Travail impose la concertation entre les maîtres d'ouvrage lorsque plusieurs opérations se déroulent sur un même site. Il s'agit là de gérer les coactivités potentielles entre ces différents chantiers.

Pour cela, des réunions de travail faisant appel aux représentants des maîtres d'ouvrage seront organisées selon une fréquence à définir.

Les entreprises, intervenant dans le cadre de la présente opération, pourront être sollicitées pour participer à certaines de ces réunions, lorsque leurs compétences seront nécessaires.

Les conclusions faites à l'issue de chacune de ces réunions seront portées par le Coordonnateur SPS à la connaissance des entreprises intervenantes, pour mise en application des mesures de sécurité correspondantes.

4.3 - Réseaux enterrés et aériens

Il est rappelé que les travaux à proximité d'une ligne ou d'une canalisation sous tension sont interdits, sauf si l'exploitant confirme par écrit que la mise hors tension est impossible.

L'attention des entreprises est également attirée sur le fait que la démarche relative aux DICT implique une planification définie par la réglementation. Les entreprises devront donc être vigilantes sur ce point afin que les travaux soient entrepris en toute sécurité.

Suite aux retours de la part des concessionnaires, les entreprises ayant des dispositions particulières à prendre vis à vis des réseaux existants joindront à leur PPSPS les avis émanant des concessionnaires concernés afin que le Coordonnateur SPS puisse retransmettre les informations aux autres entreprises.

Les réseaux identifiés sont les suivants :
à voir par l'entreprise titulaire du marché lors du retour des DICT.

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes :

Sans objet.

4.4 - Risques liés à la circulation extérieure

L'entreprise chargée de la fermeture du chantier (paragraphe 5.3) apposera des panneaux « chantier interdit au public » à espace régulier et notamment au droit des possibilités d'accès au chantier des personnes extérieures.

Elle veillera pendant la durée des travaux au maintien en l'état de ces panneaux.

A chaque sortie du chantier, en intersection avec la voirie publique, l'entreprise mettra en place des panneaux « STOP » afin de toujours laisser la priorité au trafic public.

En cas de croisement de véhicules chantier au droit de ces intersections, la priorité est toujours au véhicule entrant dans le chantier.

Chaque entreprise veillera à ne rien entreposer au droit des entrées du chantier et à ne pas gêner l'accès au chantier pour les véhicules entrants afin que la circulation publique ne soit pas gênée

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes :

Si la configuration du chantier impose une circulation publique piétonne le long de zones de travail où existe un risque de chute de matériel ou de matériaux, une protection appropriée afin de protéger les piétons sera mise en place. Elle veillera à sa maintenance aussi longtemps que le risque perdure.

La signalisation sur le domaine public indiquant aux piétons les points de passage réservés devra également être assurée. Cette protection devra être dimensionnée pour résister aux chutes de matériaux et matériels évoqués ci-dessus.

L'entreprise responsable de ces mesures est la suivante :

Dans le cas de travaux sur des ouvrages en service et/ou franchissant des voies circulées, les modes opératoires seront décrits précisément et les mesures de prévention y afférant seront appliquées strictement. Ces modes opératoires seront établis en tenant compte des consignes de sécurité des gestionnaires des voiries (autoroutes, SNCF, dossiers d'exploitation sous chantier, etc.).

Au cas où la circulation de riverains sur le chantier serait nécessaire, il conviendra d'établir avec les riverains une convention précisant les règles de sécurité du chantier à laquelle les riverains devront se conformer.

Au cas où la réalisation de travaux se ferait au-dessus de voies de circulation (voies ferrées, voies navigables, voies routières), l'entreprise devra consulter les règlements particuliers en vigueur édictés par les organismes concernés et indiquer, au maître d'oeuvre ainsi qu'au coordonnateur SPS, dans son PPSPS, les dispositions prises pour s'y conformer.

4.5 - Analyse des risques liés à l'environnement

L'analyse des risques liés à l'interférence avec l'environnement du chantier figurent ci-après.

Risque	Oui / Non	Mesure
Risque naturel		
Chute de blocs provenant de massifs surplombant le chantier.	Non	
Feux de forêt.	Non	
Avalanche.	Non	
Evènements et phénomènes climatiques.	Non	
Risque technologique		
Exploitation en activité à proximité pouvant émettre des gaz nocifs (chlore, H2S, SO3...) ou tous autres dangers.	Non	
Etablissement SEVESO à proximité pouvant être à l'origine de risques.	Non	
Centrale nucléaire à proximité.	Non	
Risque lié à l'activité		
Renversement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie de circulation.	Oui	Port de vêtements haute visibilité. Balisage de la zone de travaux. Signalisation d'approche du chantier et sur les postes de travail à mettre en place. Alternat à mettre en place pour les phases de travaux le nécessitant.
Heurt, happement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie ferrée.	Non	

Risque	Oui / Non	Mesure
Electrification, électrocution, brûlure par contact ou arc électrique (travaux à proximité de lignes électriques aériennes).	Oui	Procédure DT / DICT Sondage à réaliser pour les réseaux enterrés. Signalisation et marquage de tout les réseaux présents sur site. Respect des prescriptions des concessionnaires Demander la consignation des réseaux sensibles.
Rupture de canalisation entraînant des blessures sur les salariés.	Oui	Procédure DT / DICT Une procédure de marquage des réseaux doit être mise en place systématiquement avant le démarrage de travaux sur un secteur. Sondage à effectuer. Sondage à réaliser à la main ou à l'aspiratrice pour les réseaux sensibles. Respect des prescriptions des concessionnaires.
Noyade (travaux à proximité d'étendue d'eau, d'égout, de décanteur, ou suite à une venue d'eau importante imprévue).	Non	
Découverte d'engins pyrotechniques pouvant exploser.	Non	
Autres chantiers en activité générant des risques sur notre chantier.	Non	
Déversement accidentel de produits chimiques (pollution du sol, des nappes phréatiques, d'un cours d'eau...)	Non	

5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre

5.1 - Installations de chantier

5.1.1 - Généralités

La(les) zone(s) d'installation est(sont) située(s) comme ci-dessous :
à définir en phase préparation par l'entreprise titulaire du marché.

La mise à disposition et l'entretien des installations de chantier sont assurés par l'entreprise titulaire du marché.

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes :

L'ensemble des installations de chantier sera clôturé. Chaque accès sera équipé d'un portail fermant à clefs. Ces équipements seront à la charge de l'Entrepreneur.

Une zone d'accès depuis la voie publique devra être réalisée et une zone de stationnement affectée aux véhicules du personnel devra être prévue. Cette zone de stationnement devra être distincte de la zone de chantier.

Les locaux seront équipés d'un moyen de lutte contre un début d'incendie.

5.1.2 - Vestiaires

Les vestiaires seront éclairés, chauffés et ventilés quelle que soit la situation et laissés en place jusqu'à la fin du chantier. Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,25 m² par salarié.

Les vestiaires seront pourvus d'armoires penderie à double compartiment avec serrures ou cadenas.

5.1.3 - Réfectoires

Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,50 m² par salarié. Le (ou les) réfectoire(s) seront équipés de sièges et de tables (avec un revêtement imperméable) en nombre suffisant, de chauffe-gamelles et d'un réfrigérateur pour conserver les repas.

5.1.4 - Sanitaires

L'entreprise titulaire du marché mettra à la disposition des salariés :

- 1 WC et 1 urinoir raccordé au réseau Eaux Usées (20 personnes),
- 1 lavabo (un orifice pour 5 personnes),
- 1 douche pour les travaux salissants (une douche pour 10 personnes).

En cas de personnel mixte, des installations sanitaires distinctes devront être prévues.

Les douches et lavabo seront à eau chaude et froide.

L'ensemble de l'installation devra être pourvu de moyens de chauffage.

Tous les éléments pour fourniture (savon, essuie-mains, etc.) et le nettoyage journalier seront à la charge de l'entreprise désignée.

5.1.5 - Points d'eau

5.2 - Nettoyage du chantier

5.2.1 - Nettoyage des installations

Le nettoyage des installations de chantier sera organisé de la façon suivante :
par l'entreprise titulaire du marché

5.2.2 - Nettoyage des zones de travail

Dans tous les cas, chaque entreprise procédera quotidiennement à l'évacuation des gravats, décombres, déchets de toute nature dans les conditions prévues à cet effet dans le présent PGC, afin que les postes de travail ne comporte pas de gêne ou d'obstacle.

Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants sont formellement interdits.

5.2.3 - Nettoyage des véhicules sortants

Toutes les entreprises veilleront à conserver les abords du chantier et la voirie publique dans un état de parfaite propreté.

5.3 - Clôture du chantier

5.3.1 - Clôtures périphériques et ouvertures (porte et portail)

L'emprise du chantier sera clôturée par l'entreprise titulaire du marché

La délimitation sera de type barrières HERAS contreventées et sécurisées

Les portes et portails seront placés et entretenus par cette même entreprise et dimensionnés de façon judicieuse pour permettre un contrôle de l'accès du personnel et des véhicules des entreprises, ainsi qu'un accès rapide des secours.

5.3.2 - Panneaux de chantier

Les panneaux seront mis en place pendant la période de préparation, puis entretenus et déposés par l'entreprise titulaire du marché.

Sont obligatoires :

- l'affichage de l'arrêté (municipal, préfectoral, etc.),
- la mise en place de panneaux « chantier interdit au public », répartis le long des clôtures de façon suffisante,
- à l'entrée principale du chantier, l'ensemble des panneaux référant des obligations et interdictions auxquelles est assujetti le chantier.

Ces panneaux devront être visibles à une distance raisonnable.

5.4 - Réseaux mis à disposition

Les branchements nécessaires aux installations de chantier seront réalisés par l'entreprise titulaire du marché

5.4.1 - Téléphonie

Une ligne téléphonique/fax sera installée dans les locaux de chantier.

5.4.2 - Electricité

Le raccordement à un réseau de distribution électrique permet de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipements et installations de chantier.

En cas d'énergie fournie par un générateur mobile à alimentation par combustible, ce dernier devra être équipé :

- d'un moyen d'extinction adapté,
- d'un moyen de coupure d'urgence,
- d'un bac de rétention,
- de l'affichage obligatoire et des consignes spécifiques en cas d'urgence.

Le point de raccordement au réseau électrique se trouve à l'endroit suivant :
à définir en période de préparation.

5.4.3 - Eau

Le point de raccordement au réseau d'eau potable se trouve à l'endroit suivant :
à définir en période de préparation.

Le point de raccordement au réseau d'eau non potable se trouve à l'endroit suivant :
à définir en période de préparation.

En cas de mise en place d'eau non potable, une signalétique spécifique devra être mise en place.

5.4.4 - Eaux usées

Les eaux de rejets du chantier devront être filtrées ou décantées avant leur rejet dans le réseau d'eaux usées.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur.

Au besoin, un système de récupération des hydrocarbures sera mis en place sur le chantier par l'entreprise titulaire du marché.

6 - Secours et évacuation des travailleurs

6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours

En cas d'accident corporel, d'incendie, etc., l'appel des secours se fait de la façon suivante :

Par téléphone fixe : composez le 18.

Par téléphone portable : composez le 112.

Par principe, systématiquement pour les postes de travail à risques, les entreprises organiseront les postes de travail de façon à éviter les travailleurs isolés.

6.2 - Plan de secours

L'accueil des secours se déroule de la façon suivante :

Le rendez-vous se fait au point de rencontre convenu, suivant le plan de secours proposé par l'entreprise titulaire du marché.

6.3 - Organisation des premiers secours

Chaque entreprise devra assurer, dans la mesure du possible, la présence permanente d'un sauveteur - secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante.

Chaque sauveteur - secouriste devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque ou par tout autre moyen de reconnaissance (brassard, blouse, etc.).

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur - secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée par les formations régulières de « recyclage ».

Chaque entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque poste de travail soit équipé en permanence d'une trousse de premiers soins appropriée et d'une couverture de survie.

7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

7.1 - Mise en commun des moyens

Le présent PGC, ou les dispositions adoptées au cours des travaux, peuvent prévoir des mises en commun de moyens entre les différents entrepreneurs.

Toute utilisation en cours de chantier d'un dispositif mis en oeuvre par une entreprise et utilisé par une autre devra faire l'objet d'un accord formalisé par l'entreprise ayant mis le dispositif. Cet accord précisera en outre les conditions d'utilisation, et les restrictions.

Une vigilance toute particulière devra être portée sur les équipements de travail relatifs aux travaux en hauteur (échafaudages, nacelles, grues mobiles ou à tour, etc.) compte tenu de l'importance des risques potentiels.

7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.

Sont considérés comme sous-traitants :

- le travailleur indépendant,
- l'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

7.3 - Emploi de personnels intérimaires

Les entrepreneurs employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;
- les documents médicaux pour la profession déterminée ont bien été délivrés et qu'une copie est disponible sur le chantier ;
- le personnel a subi la formation obligatoire à la sécurité ;
- le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaires, réfectoires, sanitaires) et a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet.

7.4 - Prestataires de service

Sont considérés comme prestataires de services :

- les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur) ;
- les fournisseurs (carburants, matériels, etc.) ;

- toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc.) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale.

Tout entrepreneur devra mentionner dans son PPSPS les prestataires qu'il compte faire intervenir.

A ce titre, l'entreprise doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées (dont une copie sera disponible sur le chantier) ;
- les équipements de protection individuelle éventuels sont fournis aux salariés ;
- les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (autorisation de conduite) à son utilisation.

L'entreprise remet alors au prestataire :


- les consignes de sécurité,
- les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement,
- les moyens de secours en cas d'accident,
- l'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil,
- les lieux d'intervention.

Le prestataire remet à l'entreprise utilisatrice :

- les caractéristiques du véhicule,
- les précautions ou suggestions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

8 - Annexes

8.1 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours



EN CAS D'ACCIDENT

ALERTER OU FAIRE ALERTE

C'est permettre l'arrivée rapide des secours adaptés.

L'ALERTE EST UN ACTE CAPITAL

D'elle dépend la **rapidité** et l'**efficacité** des secours.
Il faut donc qu'elle soit donnée de façon correcte.

**Téléphonez du point d'appel
le plus proche.**

COMPOSEZ le 18 ou le 112.

INDIQUEZ LE LIEU DU CHANTIER :

Aménagement paysager RN580 Laudun l'Ardoise
RN580
30290 Laudun l'Ardoise

PRECISEZ :

- la nature de l'accident,
- la position du blessé,
- s'il y a nécessité de dégagement.

SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ETAT.

FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ-VOUS, VOUS LES CONDUIREZ SUR LES LIEUX DE L'ACCIDENT.

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER ET FAITES REPETER LE MESSAGE.

PREVENEZ :

Contact	Téléphone	Fax
Alexandre ROLLAND (DREAL Occitanie)		
Pierre FROMENT (DREAL Occitanie)		
Cyril TOMA (CSPS)	0677512856	
Jean-Gabriel BIAU (CARSAT)	04 67 12 95 03	
Celine FROEHLICH (O.P.P.B.T.P. Languedoc Roussillon)		
Celine FROEHLICH (O.P.P.B.T.P. Languedoc Roussillon)		
Contact CONTACT (DREETS)		